

## Burundi : Des étudiants incarcérés pour "outrage à chef d'Etat"

RFI, 22-04-2015 Burundi : mobilisation étudiante pour soutenir deux camarades arrêtés. Au Burundi, deux leaders étudiants ont été arrêtés dimanche 12 avril par la police alors qu'ils se promenaient séparément dans le centre-ville de Bujumbura. Ils ont été incarcérés dans la prison centrale de Mpimba mardi. Ils sont poursuivis pour « outrage à chef d'Etat ». Depuis, les étudiants de l'université du Burundi se mobilisent pour obtenir leur libération en organisant ce qu'ils appellent le « mardi noir », des mesures qu'ils comptent reprendre chaque mardi jusqu'à ce que les deux étudiants emprisonnés soient libérés.

Selon les organisations de la société civile burundaise, cette histoire, qualifiée de scandale, vient démontrer les tensions qui caractérisent cette période électorale et le rétrécissement de l'espace politique au Burundi. Signe que tous les étudiants de l'université du Burundi sont unanimes, ce sont leurs 300 délégués de classe, tous en costume noir, symbole de leur douleur, qui ont entrepris, mardi 21 avril, de marcher sur la prison centrale de Mpimba, dans le sud de la capitale Bujumbura, pour aller voir leurs deux condisciples croulés dans cette maison d'arrêt depuis une semaine. Les délégués ne sont pas allés bien loin. La police du Burundi avait déployé sur leur chemin plusieurs centaines de policiers qui les ont stoppés net. « Nous avons organisé une marche que nous avons appelée la longue marche à la recherche d'une justice indépendante. Après un certain temps, on nous a arrêtés. Nous étions obligés de retourner ici », explique Simon-Marie Rurasuma, le représentant général des étudiants de l'université publique. Sans discussion ni aucun mot de protestation, les délégués ont tous rebroussé chemin, toujours en silence, jusqu'au campus de Mutanga où les attendaient les autres étudiants. Les étudiants risquent jusqu'à cinq ans de prison à l'université, les élèves étaient en grève mardi matin. « Aujourd'hui, nous avons boycotté les cours parce que nous avons voulu soutenir nos camarades qui ont été incarcérés injustement. Lorsque nous avons appris ce qui s'était passé, nous avons décidé de franchir les portes », témoigne Claver, qui étudie à la faculté de lettres. Les deux étudiants en prison ont été arrêtés le 12 avril dernier. Leur tort ? Ils auraient chanté des chansons contre le président burundais Pierre Nkurunziza il y a deux semaines, alors que son parti organisait une grande manifestation en faveur d'un troisième mandat. Accusés d'« outrage à chef d'Etat », ces étudiants burundais risquent jusqu'à cinq ans de prison.